

A.P.I.J. (Prévention, Insertion)
Association régie par la Loi du 1^{er} Juillet 1901
12 rue Votier – BP 60421
49000 Angers

***RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS***

Exercice clos le 31 décembre 2024

A.P.I.J. (Prévention, Insertion)

Association régie par la Loi du 1^{er} Juillet 1901

12 rue Votier – BP 60421

49000 Angers

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

Aux Membres,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association A.P.I.J. (Prévention, Insertion) relatifs à l'exercice clos le 31/12/2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les faits de l'exercice 2024 ainsi que les événements susceptibles de mettre en cause la continuité d'exploitation décrite dans la note « faits caractéristiques et continuité d'exploitation » de l'annexe des comptes annuels.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le commissaire aux comptes

IN EXTENSO CENTRE OUEST

Grégoire GAILLARD

Signé par Gregoire Gaillard
Le 19/06/2025

ID: tx_DYY9ZEKkxXq5

Associé

Grégoire GAILLARD

Pièces annexées : Bilan, Compte de résultat, Annexe

Bilan actif

	31/12/2024 (12 mois)			31/12/2023 (12 mois)	Variation	
	Brut	Amort. prov.	Net	Net	Euros	%
ACTIF IMMOBILISE						
Immobilisations incorporelles						
Frais d'établissement						
Frais de recherche et de développement						
Donations temporaires d'usufruit						
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	70 328	- 31 559	38 770		38 770	
Autres immobilisations incorporelles						
Immobilisations incorporelles en cours						
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles						
Immobilisations corporelles						
Terrains	279 450		279 450	279 450		
Constructions	12 513 637	- 8 301 794	4 211 843	4 783 553	- 571 709	- 12
Installations techniques, matériels et outillages industriels	206 783	- 184 191	22 592	27 503	- 4 911	- 18
Autres immobilisations corporelles	567 835	- 536 842	30 993	51 969	- 20 976	- 40
Immobilisations corporelles en cours						
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles	3 025		3 025		3 025	
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés						
Immobilisations financières						
Participations et Créances rattachées	37 800	- 34 800	3 000		3 000	
Autres titres immobilisés	54 790		54 790	54 790		
Prêts	110 306		110 306	110 306		
Autres immobilisations financières	15 045		15 045	14 906	139	1
TOTAL ACTIF IMMOBILISE (I)	13 858 999	- 9 089 186	4 769 813	5 322 476	- 552 662	- 10
ACTIF CIRCULANT						
Stocks et en-cours						
Stocks et en-cours						
Avances et acomptes versés sur commandes						
Avances et acomptes versés sur commandes						
Créances						
Bénéficiaires et comptes rattachés	307 657	- 186 543	121 114	122 976	- 1 863	- 2
Créances reçues par legs ou donations						
Autres	1 159 284	- 105 796	1 053 488	1 869 625	- 816 137	- 44
Valeurs mobilières de placement						
Valeurs mobilières de placement						
Instruments de trésorerie						
Instruments de trésorerie						
Disponibilités						
Disponibilités	987 909		987 909	777 634	210 275	27
Charges constatées d'avance						
Charges constatées d'avance	3 762		3 762	1 148	2 614	228
TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	2 458 611	- 292 339	2 166 273	2 771 383	- 605 111	- 22
Frais d'émission des emprunts (III)						
Primes de remboursement des emprunts (IV)						
Ecarts de conversion actif (V)						
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	16 317 611	- 9 381 525	6 936 086	8 093 859	- 1 157 773	- 14

Bilan passif

	31/12/2024 (12 mois)	31/12/2023 (12 mois)
	Total	Total
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
<i>Fonds propres statutaires</i>		
<i>Fonds propres complémentaires</i>	457	457
Fonds propres avec droit de reprise		
<i>Fonds propres statutaires</i>		
<i>Fonds propres complémentaires</i>		
Écarts de réévaluation		
<i>Écarts de réévaluation</i>		
Réserves		
<i>Réserves statutaires ou contractuelles</i>		
<i>Réserves pour projet de l'entité</i>	1 259 312	1 220 320
<i>Autres</i>		
<i>Dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	1 088 052	1 049 059
Report à nouveau		
<i>Report à nouveau</i>	-1 619 809	-1 564 467
<i>Dont report à nouveau des activités sociales et médicosociales sous gestion contrôlée</i>	-1 726 604	- 487 246
Excédent ou déficit de l'exercice		
<i>Excédent ou déficit de l'exercice</i>	- 152 021	- 16 349
<i>Dont résultat des activités sociales et médicosociales sous gestion contrôlée</i>	- 169 186	- 18 061
Situation nette (sous total)	- 512 060	- 360 039
<i>Fonds propres consommables</i>		
<i>Subventions d'investissement</i>	34 978	43 368
<i>Provisions réglementées</i>		
Total Fonds Propres (I)	- 477 082	- 316 671
FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS		
<i>Fonds reportés liés aux legs ou donations</i>		
<i>Fonds dédiés</i>		
Total Fonds Reportés et Dédiés (II)		
PROVISIONS		
<i>Provisions pour risques</i>	8 130	8 130
<i>Provisions pour charges</i>		
Total Provisions (III)	8 130	8 130
DETTES		
<i>Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)</i>		
<i>Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit</i>	5 157 214	5 623 931
<i>Emprunts et dettes financières diverses</i>	300	
<i>Avances et acomptes reçus sur commandes</i>		
<i>Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés</i>	256 331	241 140
<i>Dettes des legs ou donations</i>		
<i>Dettes fiscales et sociales</i>	753 988	886 021
<i>Dettes sur immobilisations et comptes rattachés</i>	7 388	8 021
<i>Autres dettes</i>	1 229 817	1 643 288
<i>Produits constatés d'avance</i>		
TOTAL DETTES (IV)	7 405 038	8 402 400
<i>Ecarts de conversion Passif (V)</i>		
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	6 936 086	8 093 859

Compte de résultat

	31/12/2024 (12 mois)	31/12/2023 (12 mois)	Variation	
	Total	Total	Euros	%
PRODUITS D'EXPLOITATION				
<i>Cotisations</i>				
Ventes de biens et services				
<i>Ventes de biens</i>		2 447	- 2 447	- 100
<i>Dont ventes de dons en nature</i>				
<i>Dont ventes de biens relatives aux activités sociales et médico-sociales</i>				
<i>Ventes de prestations de service</i>				
<i>Dont parrainages</i>				
<i>Dont ventes de prestations relatives aux activités sociales et médico-sociales</i>				
Produits de tiers financeurs				
<i>Concours publics et subventions d'exploitation</i>	10 017 196	10 077 907	- 60 711	- 1
<i>Dont contributions financières des autorités de tarification relatives aux activités sociales et médico-sociales</i>	10 010 620	10 045 676	- 35 056	
<i>Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable</i>				
Ressources liées à la générosité du public				
<i>Dons manuels</i>				
<i>Mécénats</i>				
<i>Legs, donations et assurances-vie</i>	10 849	3 850	6 999	182
<i>Contributions financières</i>	658 829	644 331	14 497	2
<i>Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges</i>	48 812	52 385	- 3 573	- 7
<i>Utilisations des fonds dédiés</i>				
<i>Autres produits</i>	55 185	2 603	52 582	2 020
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	10 790 872	10 783 524	7 348	
CHARGES D'EXPLOITATION				
<i>Achats de marchandises</i>		2 042	- 2 042	- 100
<i>Variation de stock</i>				
<i>Autres achats et charges externes (1) (2)</i>	2 964 529	2 387 731	576 798	24
<i>Aides financières</i>				
<i>Impôts, taxes et versements assimilés</i>	517 228	569 309	- 52 081	- 9
<i>Salaires et traitements</i>	4 310 696	4 702 315	- 391 618	- 8
<i>Charges sociales</i>	1 545 477	1 687 439	- 141 962	- 8
<i>Dotations aux amortissements et aux dépréciations</i>	838 494	681 816	156 678	23
<i>Dotations aux provisions</i>				
<i>Reports en fonds dédiés</i>				
<i>Autres charges</i>	686 210	671 300	14 910	2
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (II)	10 862 634	10 701 952	160 683	2
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	- 71 763	81 572	- 153 334	- 188
PRODUITS FINANCIERS				
<i>De participation</i>				
<i>D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé</i>				
<i>Autres intérêts et produits assimilés</i>	3 192	992	2 200	222
<i>Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge</i>				
<i>Différences positives de change</i>				
<i>Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement</i>				
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (III)	3 192	992	2 200	222
CHARGES FINANCIÈRES				
<i>Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions</i>				
<i>Intérêts et charges assimilées</i>	91 759	102 449	- 10 691	- 10
<i>Différences négatives de change</i>				
<i>Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement</i>				
TOTAL DES CHARGES FINANCIÈRES (IV)	91 759	102 449	- 10 691	- 10
RESULTAT FINANCIER (III - IV)	- 88 567	- 101 457	12 891	- 13
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV)	- 160 329	- 19 885	- 140 444	706
PRODUITS EXCEPTIONNELS				
<i>Produits exceptionnels sur opérations de gestion</i>	1 131		1 131	
<i>Produits exceptionnels sur opérations en capital</i>	8 390	8 907	- 517	- 6
<i>Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges</i>				

	31/12/2024 (12 mois)	31/12/2023 (12 mois)	Variation	
	Total	Total	Euros	%
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)	9 521	8 907	614	7
CHARGES EXCEPTIONNELLES				
<i>Charges exceptionnelles sur opérations de gestion</i>	1 202	5 371	- 4 168	- 78
<i>Charges exceptionnelles sur opérations en capital</i>	11		11	
<i>Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions</i>				
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)	1 213	5 371	- 4 158	- 77
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	8 308	3 537	4 771	135
<i>Participation des salariés aux résultats (VII)</i>				
<i>Impôts sur les bénéfices (VIII)</i>				
Total des produits (I + III + V)	10 803 585	10 793 423	10 162	
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	10 955 606	10 809 772	145 834	1
EXCEDENT				
DEFICIT	- 152 021	- 16 349	- 135 673	830
Dont activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	- 169 186	- 18 061	- 151 124	837
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
<i>Dons en nature</i>	1 064		1 064	
<i>Prestations en nature</i>				
<i>Bénévolat</i>				
TOTAL DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	1 064		1 064	
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
<i>Secours en nature</i>	1 064		1 064	
<i>Mises à disposition gratuite de biens</i>				
<i>Prestations en nature</i>				
<i>Personnel bénévole</i>				
TOTAL DES CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	1 064		1 064	

(1) Redevances de crédit-bail mobilier

(2) Redevances de crédit-bail immobilier

Annexe

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024, dont le total est de 6936085.99 euros et au compte de résultat de l'exercice dégagant un résultat de -152021.22 euros, présenté sous forme de liste.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en œuvre

Cette Association a pour but d'élaborer, de conduire des projets, de gérer des établissements et services dans les domaines visés par le Code de l'action sociale et des familles et le Code de la santé.

Et généralement toutes opérations civiles, mobilières ou immobilières, se rattachant directement ou indirectement à l'objet social ou à tout autre objet similaire ou connexe.

L'association gère 3 établissements :

- Le siège
- Cassiopée
- AIJ

L'établissement Cassiopée est composé d'une Maison d'Enfants à Caractère Social (MECS) et de deux Pouponnières qui dépendent de l'Association APIJ Prévention-Insertion. Il accueille 37 enfants de la naissance à 14 ans dans le cadre d'une mission de protection de l'enfance. L'effectif est réparti en 3 groupes sur 2 sites :

Sur le site sis 1 chemin de Villegontier à Candé (49440) sont installées :

- La Pouponnière Tom Pouss qui accueille 12 enfants de la naissance à 4 ans ;
- La MECS Pégase qui accueille 13 enfants de 6 à 14 ans.

Sur le site sis 2 rue des Sabotiers à Cholet (49300) est installée :

- La Pouponnière A Petits Pas qui accueille 12 enfants de la naissance à 4 ans.

L'établissement et ses sites sont ouverts 365 jours par an en internat.

La Pouponnière Tom Pouss située à Candé accueille en priorité les enfants du Segréen et de la couronne nord d'Angers alors que la Pouponnière A Petits Pas située à Cholet accueille en priorité les jeunes du Choletais et des Mauges, ceci afin de favoriser, le maintien des relations enfants/parents et l'engagement de ces derniers dans l'accompagnement éducatif proposé. L'accueil est à temps complet.

La MECS Pégase assure un accueil France entière. Elle offre une alternative pour des enfants d'autres Département que le Maine-et-Loire, qui doivent être éloignés de leurs familles.

L'établissement Anjou Insertion Jeunes (AIJ) est un réseau de structures d'accueil. A travers ces structures d'accueil, 83 enfants, adolescents ou jeunes majeurs sont accompagnés dans le cadre de la protection de l'enfance départementale.

Le dispositif AIJ se propose d'être une alternative, dans le dispositif général d'accueil et d'hébergement des enfants confiés par le Département. Cette définition d'alternative est liée aux modalités d'accompagnement éducatif particulières, à partir d'un ensemble de maisons de type « lieu de vie » réparties sur le département de Maine-et-Loire, certaines en milieu rural, d'autres en ville ou périphérie. Chaque structure peut recevoir 6 à 7 jeunes, garçons ou filles. Un couple éducatif et ou une équipe éducative, résidant ou intervenant à plus ou moins grande proximité des jeunes, sont chargés de la mise en œuvre du travail éducatif sous la responsabilité d'un chef de service et d'un coordonnateur le cas échéant, et avec l'accompagnement d'un appui éducatif et des services supports.

AIJ est donc un réseau de 12 structures d'accueil de type lieu de vie et un service extérieur installés sur le département du Maine-et-Loire :

- Cinq d'entre elles accueillent des enfants entre 4 et 10 ans, sur les communes de Beaufort en Vallée, Chemillé, Puy St Bonnet, Vauchrézien et Vezins.

- Deux autres accueillent des jeunes entre 11 et 14 ans. Elles sont implantées à Beaufort en Vallée et St Sylvain d'Anjou.

- Cinq, accueillent des jeunes, entre 15 et 21 ans. Elles sont situées à Chemillé, Cholet St Mathurin, Segré et à Saint-Martin du Fouilloux.

- Un service extérieur accueille des jeunes de 15 à 21 ans en hébergement diffus sur l'ensemble du département.

L'établissement est ouvert 365 jours par an en internat.

Faits caractéristiques et continuité d'exploitation

En janvier 2024, l'autorité départementale a conduit 3 contrôles inopinés sur site et un contrôle sur pièces sur l'établissement AIJ.

L'AIJ de Vezins a fait l'objet d'une fermeture administrative par l'autorité départementale du 17 janvier au 31 juillet 2024. L'activité a redémarré par étapes à partir du mois d'août dans le cadre de l'autorisation du département.

L'AIJ de Beaufort 2 a été fermé du 06 janvier au 31 mai 2024 en raison d'un important dégât des eaux. Nous avons relogé les enfants durant cette période.

L'AIJ de Saint-Mathurin a été fermé partiellement du 19 juin au 29 novembre 2024 suite à un dégât des eaux impactant la partie filles du lieu de vie. Nous n'avons pas accueilli de jeunes durant cette période

Puis, se fondant sur des motifs contestés par l'association de non-réponses ou réponses jugées insuffisantes à des injonctions de 2021-2022, et la nécessaire réouverture du site de Vezins, par arrêté N°2024-04-AR-0177, Les établissements de l'association ont été placés par l'autorité départementale sous administration provisoire du 29 avril au 30 octobre 2024 avec notamment pour mission de « prendre toutes les mesures urgentes de nature à garantir qualité et la sécurité de l'accompagnement des usagers, d'évaluer la pertinence du modèle d'organisation des établissements et d'étudier la capacité de l'Association à poursuivre la gestion des établissements ».

L'association a répondu à toutes les injonctions prononcées par l'autorité départementale. A l'issue de la première période de 6 mois, l'administration provisoire n'a pas été renouvelée. Celle-ci a remis à l'autorité qui l'a mandatée un rapport de clôture avec perspectives de redressement accompagné d'un plan d'action. Le département demande la mise en œuvre des préconisations.

Les établissements Cassiopée et AIJ ont fait l'objet chacun d'une évaluation qualité sur la base du référentiel établi par la HAS (Haute Autorité de Santé) avec visites d'évaluation sur sites en septembre et remise des rapports définitifs en novembre 2025. Pour chacun des établissements, un plan d'action a été établi pour améliorer la réponse sur les critères impératifs lorsque celle-ci était jugée insuffisante. Pour rappel, la réalisation de ces évaluations et des plans d'action sur les critères impératifs conditionnent le renouvellement de l'autorisation des établissements.

En juin 2023, il nous a été demandé un projet de partage de la propriété du Vaudelnay permettant la coexistence d'une maison AIJ avec une activité agricole. Cela nous a conduit à déposer un dossier d'adaptation de la maison AIJ à l'accueil d'enfants de 4-10 ans.

Courant 2024, le département nous a informé de sa volonté de vendre cette propriété en totalité. L'association continue à en assumer la charge.

Par ailleurs, les comptes annuels arrêtés par le conseil d'administration le 28 mars 2024, présentent un déficit de -152 K€, par conséquent, les fonds propres n'ont pas pu être reconstitués et s'élèvent à -512 € K€ au 31/12/2024.

Cette situation s'explique principalement par :

- Une hausse du niveau de la masse salariale, avec une augmentation importante des contrats à durée déterminée et l'intérim qui s'est poursuivie en sortie de Covid et résulte également de la hausse du point d'indice et de l'application des accords d'entreprise de 2020 ;

- En plus des charges de l'exercice, nous remboursons une dette sociale et fiscale issue des exercices 2020 à 2022. Cette dette s'élève à 207 KE au 31/12/2024.

Consciente de la situation délicate dans laquelle elle se trouve, l'Association a :

- Mis en application à compter au 1er janvier 2024 d'un accord de performance collective optimisant l'organisation du travail sur les sites de l'établissement AIJ et qui améliore la qualité de l'accompagnement des enfants. A court terme, l'entrée en vigueur de ce dispositif génère un surcoût direct unique de 100 K€ en raison de licenciements de collaborateurs ne souhaitant pas se voir appliquer les nouvelles dispositions. En outre, l'effectif salariés baisse ainsi que les charges de personnels, néanmoins la baisse en valeur est compensée par le coût du recours à l'intérim.

- Mis en chantier du choix et du déploiement d'outils de gestion RH et financière afin d'optimiser les dépenses et les ressources.

Bien que l'exercice se solde par un déficit comptable, les flux de trésorerie de l'exercice sont positifs et permettent de faire face : au service de la dette bancaire et à l'étalement des dettes sociales nées sur 2020 et 2022.

Compte tenu de cette situation, la Direction estime que la continuité d'exploitation n'est pas remise en cause. Pour autant, la situation de trésorerie de l'association est dépendante des délais de règlement mensuel de la dotation globalisée versée par le Département.

Faits postérieurs à la clôture

Le tribunal de commerce d'Angers a rendu, le 12 mars 2025, un jugement prononçant la clôture de la procédure de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif concernant la société SP2V.

Règles et méthodes comptables

Base de préparation des comptes sociaux

Les comptes sociaux ont été établis conformément aux règles et principes comptables généralement admis en France selon les dispositions du plan comptable général (Règl. ANC 2014-03 relatif au PCG à jour des différents règlements complémentaires). Les dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif ont été appliquées pour notre entité. Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2019-04 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables d'établissement et de présentation des comptes sociaux ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivantes :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Coût d'entrée des immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement, de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Le cas échéant, les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont inclus dans le coût d'acquisition des immobilisations.

Immobilisations incorporelles

Amortissement

L'amortissement des immobilisations incorporelles est calculé en fonction du rythme de consommation des avantages économiques attendus de l'actif. À ce titre, seul le mode linéaire est retenu sur les durées suivantes:

* Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires : de 12 mois à 5 ans

Dépréciation

Une immobilisation est dépréciée lorsque sa valeur nette comptable est supérieure à sa valeur actuelle estimée (la plus élevée de la valeur vénale et de la valeur d'usage).

Immobilisations corporelles

Amortissement

L'amortissement des immobilisations corporelles est calculé en fonction du rythme de consommation des avantages économiques attendus de l'actif. À ce titre, seul le mode linéaire est retenu sur les durées suivantes:

* Constructions : de 5 ans à 28 ans

* Installations techniques, matériels et outillages industriels : de 3 ans à 10 ans

* Autres immobilisations corporelles : de 12 mois à 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Immobilisations financières

Participations et titres immobilisés

Les titres de participation des sociétés figurent au bilan pour leur coût d'acquisition net, le cas échéant, des provisions pour dépréciation.

Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes, relatifs à l'acquisition des titres, sont inclus dans le coût d'acquisition des titres acquis.

Une provision pour dépréciation est constituée dès lors que la valeur d'inventaire, qui correspond à la valeur d'utilité, est inférieure à la valeur d'acquisition. La valeur d'inventaire est déterminée en tenant compte de la quote-part des capitaux propres, des perspectives de flux de trésorerie et de rentabilité ou des valeurs boursières pouvant servir de référence.

Créances

Les créances clients sont valorisées à leur valeur nominale.

Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les risques liés à des litiges connus au moment de l'établissement des comptes dont la survenance a été estimée probable et dont les risques sont quantifiables font l'objet de provisions.

Dettes

Les dettes sont évaluées à la valeur nominale.

Engagement de retraite

Les engagements en matière de retraites complémentaires et d'indemnités de départ en retraite portés par l'association sont présentés dans les Engagements hors bilan.

Au 31 décembre 2024, le total de l'engagement s'élève à 170 551 euros.

Les hypothèses retenues pour l'évaluation des indemnités de départ à la retraite sont les suivantes :

Taux d'actualisation retenu : **3.35 %**

Taux de charges sociales : **50 %**

Table de mortalité : **INSEE 2024**

Âge légal de départ à la retraite : **65 - 67 ans**

Evolution annuelle des salaires : **1.5 % constant**

Turnover : **Moyen**

Conformément à la recommandation de l'ANC n° 2013-02 du 7 novembre 2013, les entreprises ou les groupes de moins de 250 salariés peuvent définir leurs propres modalités d'évaluation des engagements de retraite et avantages similaires (modalités qualifiées de modalités simplifiées).

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Les provisions réglementées sont dotées et reprises selon les règles fiscales en vigueur (amortissements dérogatoires, provision pour investissement...).

Disponibilités

Comptes bancaires et caisses

Les disponibilités comprennent les espèces ou valeurs assimilables en banque et en caisse ainsi que les bons qui sont, dès leur souscription, remboursables à tout moment.

Les disponibilités sont évaluées à leur valeur nominale.

Traitement comptable des subventions

Subventions d'investissement (équipement)

Les subventions d'équipement sont enregistrées en capitaux propres dès leurs octrois. Elles sont virées au résultat au rythme des amortissements des immobilisations qu'elles ont financées pour les immobilisations amortissables. Pour les immobilisations non amortissables, n'ayant pas de clause d'inaliénabilité contractuelle, elles sont étalées sur une période maximale de 10 ans.

Notion de résultat courant et de résultat exceptionnel

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

Le résultat courant, calculé sur la base des chiffres apparaissant au compte de résultat est bien représentatif du résultat des opérations courantes de la société.

Prêt effort construction

Les sommes, versées au titre de la participation à l'effort construction sous forme de prêts à 20 ans sans intérêt, sont comptabilisées en immobilisation financière.

Rémunération des trois plus hauts cadres salariés

L'article 20 de la loi n° 2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, stipule que les "associations dont le budget annuel est supérieur à 150 000 € et recevant une ou plusieurs subventions de l'Etat ou d'une collectivité territoriale dont le montant est supérieur à 50 000 € doivent publier chaque année dans le compte financier les rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés ainsi que leurs avantages en nature".

Ces rémunérations représentent un montant global de 274 434 € de salaires bruts pour l'année 2024.

Tableau des immobilisations

	Montant début d'exercice	Réévaluations	Acquisitions et assimilés	Virement poste à poste	Cessions et assimilés	Montant fin d'exercice	Valeur d'origine des immos réévaluées
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES							
<i>Frais d'établissement</i>							
<i>Frais de recherche et de développement</i>							
<i>Donations temporaires d'usufruit</i>							
<i>Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires</i>	105 884		41 220		76 776	70 328	
<i>Fonds commercial</i>							
<i>Autres immobilisations incorporelles</i>							
<i>Immobilisations incorporelles en cours</i>							
<i>Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles</i>							
Sous-total	105 884		41 220		76 776	70 328	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES							
<i>Terrains</i>	279 450					279 450	
<i>Constructions sur sol propre</i>	8 248 007					8 248 007	
<i>Constructions sur sol d'autrui</i>							
<i>Installations générales, agencements, aménagements des constructions</i>	4 121 995		26 693	116 942		4 265 630	
<i>Installations techniques matériels et outillages industriels</i>	293 293		9 198	- 1 231	94 477	206 783	
<i>Autres imm. Corp. Installations générales agencements divers</i>	127 623			- 115 711	11 912		
<i>Autres imm. Corp. Matériel de transport</i>	42 128				7 331	34 797	
<i>Autres imm. Corp. Matériel de bureau et Matériel informatique</i>	300 457		7 324		42 651	265 131	
<i>Autres imm. Corp. Mobilier</i>	259 217		6 568			265 785	
<i>Autres imm. Corp. Divers</i>			2 122			2 122	
<i>Immobilisations corporelles en cours</i>							
<i>Avances et acomptes sur immobilisations corporelles</i>			3 025			3 025	
Sous-total	13 672 170		54 929		156 370	13 570 729	
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES							
<i>Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés</i>							
Sous-total							
IMMOBILISATIONS FINANCIERES							
<i>Participations évaluées par mise en équivalence</i>							
<i>Autres participations</i>	34 800		3 000			37 800	
<i>Autres titres immobilisés</i>	54 790					54 790	
<i>Prêts</i>	110 306					110 306	
<i>Autres immobilisations financières</i>	14 906		150		11	15 045	
Sous-total	214 802		3 150		11	217 941	
Total	13 992 856		99 299		233 157	13 858 999	

Notes relatives aux postes du bilan

Les flux s'analysent comme suit :

Tableau de flux des immobilisations

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Bien reçus par legs ou donations destinés à être cédé	Immobilisations financières	Total
VENTILATION DES AUGMENTATIONS					
<i>Réévaluations</i>					
<i>Acquisitions</i>	41 220	54 929		3 150	99 299
<i>Apports</i>					
<i>Créations</i>					
<i>Virements de l'actif circulant</i>					
<i>Virements de poste à poste</i>					
Sous-total	41 220	54 929		3 150	99 299
VENTILATION DES DIMINUTIONS					
<i>Virements de poste à poste</i>					
<i>Cessions</i>					
<i>Mises hors service</i>	76 776	156 370		11	233 157
<i>Scissions</i>					
<i>Virements vers l'actif circulant</i>					
Sous-total	76 776	156 370		11	233 157

Immobilisations financières

La société SP2V est en liquidation judiciaire depuis le 18 janvier 2023. Les titres de participation et le compte courant sont dépréciés à 100%.

Amortissements des immobilisations

	Montant début d'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant fin d'exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
<i>Frais d'établissement</i>				
<i>Frais de recherche et de développement</i>				
<i>Donations temporaires d'usufruit</i>				
<i>Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires</i>	105 884	2 450	76 776	31 559
<i>Fonds commercial</i>				
<i>Autres immobilisations incorporelles</i>				
Sous-total	105 884	2 450	76 776	31 559
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
<i>Terrains</i>				
<i>Constructions sur sol propre</i>	5 327 612	295 613		5 623 226
<i>Constructions sur sol d'autrui</i>				
<i>Installations générales, agencements, aménagements des constructions</i>	2 258 837	315 708	- 104 023	2 678 568
<i>Installations techniques matériels et outillages industriels</i>	265 790	13 517	95 116	184 191
<i>Autres imm. Corp. Installations générales agencements divers</i>	115 296		115 296	
<i>Autres imm. Corp. Matériel de transport</i>	38 092	1 374	7 331	32 136
<i>Autres imm. Corp. Matériel de bureau et Matériel informatique</i>	271 707	18 724	42 651	247 781
<i>Autres imm. Corp. Mobilier</i>	252 362	3 975		256 336
<i>Autres imm. Corp. Divers</i>		589		589
Sous-total	8 529 696	649 501	156 370	9 022 827
Total	8 635 581	651 951	233 146	9 054 386

Actif circulant

Le total des créances à la clôture de l'exercice et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

État des créances

	Montant Brut	A moins d'un an	A plus d'un an
ACTIF IMMOBILISE	125 351	125 351	
<i>Créances rattachées à des participations</i>			
<i>Prêts (1) (2)</i>	110 306	110 306	
<i>Autres immobilisations financières</i>	15 045	15 045	
ACTIF CIRCULANT	1 470 702	1 470 702	
<i>Créances bénéficiaires et comptes rattachés</i>	307 657	307 657	
<i>Clients douteux ou litigieux</i>			
<i>Créances reçues par legs ou donations</i>			
<i>Personnel et comptes rattachés</i>			
<i>Sécurité sociale et autres organismes sociaux</i>			
État et autres collectivités publiques			
<i>Impôts sur les bénéfices</i>			
<i>TVA</i>			
<i>Autres impôts et taxes versements</i>			
<i>Divers</i>			
<i>Confédérations, fédérations, unions et entités affiliés débiteurs</i>	105 796	105 796	
<i>Débiteurs divers</i>	1 053 488	1 053 488	
<i>Charges constatées d'avance</i>	3 762	3 762	
Total	1 596 054	1 596 054	

(1) Prêts accordés en cours d'exercice :-

(2) Remboursements obtenus en cours d'exercice :-

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Produits à recevoir

	Montant	Exercice N-1	Variation Euros	Variation %
<i>Bénéficiaires</i>	52 998		52 998	
<i>Produits à recevoir - Divers</i>	29 092	42 467	- 13 375	- 32
Total	82 090	42 467	39 623	93

Dépréciations des actifs

Les flux s'analysent comme suit :

Provisions pour dépréciations

	Montant début d'exercice	Dotations	Reprise	Montant fin d'exercice
Dépréciations des immobilisations incorporelles				
Dépréciations des immobilisations corporelles				
Dépréciations sur actifs reçus par legs ou donations				
Dépréciation sur titres mis en équivalence				
Dépréciation sur titres de participation	34 800			34 800
Dépréciations des autres immobilisations financières				
Dépréciations des stocks				
Dépréciations des créances usagers		186 543		186 543
Dépréciations des valeurs mobilières de placements				
Autres provisions pour dépréciation	105 796			105 796
Total	140 596	186 543		327 139

Fonds propres

Tableau de variation des fonds propres

	A l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture de l'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	457				457
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves	1 220 320		38 993		1 259 312
Dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	1 049 059		38 993		1 088 052
Report à nouveau	-1 564 467	- 16 349	1 509 111	1 548 104	-1 619 809
Dont report à nouveau des activités sociales et médicosociales sous gestion contrôlée	- 487 246	- 18 061	16 945	1 238 241	-1 726 604
Excédent ou déficit de l'exercice	- 16 349	16 349		152 021	- 152 021
Dont résultat des activités sociales et médicosociales sous gestion contrôlée	- 18 061	18 061		169 186	- 169 186
Situation nette (sous total)	- 360 039		1 548 104	1 700 126	- 512 060
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	43 368		- 8 390		34 978
Provisions réglementées					
Total	- 316 671		1 539 714	1 700 126	- 477 082

Résultat de l'exercice

	Excédent	Déficit	Total
EXERCICE N			
Résultat de l'exercice		- 152 021	
Dont Hors activités sociales et médico-sociales		17 165	17 165
Dont Autres activités sociales et médico-sociales			
Dont Activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée		- 169 186	- 169 186
Ecart			
EXERCICE N-1			
Résultat de l'exercice		- 16 349	
Dont Hors activités sociales et médico-sociales		1 713	1 713
Dont Autres activités sociales et médico-sociales			
Dont Activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée		- 18 061	- 18 061
Ecart			

Résultat effectif global de l'entité**Tableau de détermination du résultat effectif global de l'entité**

	Montant N	Montant N-1
Résultat comptable	- 152 021	- 16 349
Reprise du résultat antérieur	- 652 988	- 360 399
Excédent ou déficit effectif global	- 805 009	- 376 748
Dont résultat effectif sous gestion propre	17 165	1 713
Dont résultat effectif sous gestion contrôlée	- 822 173	- 378 461

Résultat effectif par établissement

	RESULTAT REEL 2024	RESULTAT REEL 2023	RESULTAT REEL 2022	RESULTAT REEL 2021	RESULTAT REEL 2020	RESULTAT REEL 2019
SIEGE	63 583	- 151 268	287 537	- 332 959	- 412 610	- 142 692
AIJ	- 310 947	89 493	- 558 593	- 981 870	145 237	353 095
CASSIOPEE GLOBAL	78 182	43 714	- 63 287	- 35 998	7 852	- 61 514
TOM POUSS	- 7 226	- 22 940	- 3 832	- 2 770	- 55 738	13 629
PEGASE	54 171	13 459	34 940	6 999	40 079	- 29 527
A PETIT PAS	31 236	53 195	- 94 395	- 40 220	23 511	- 45 618
PROJET ASSOCIATIF	12 887	- 707	- 1 919	- 222	1 700	38 651
AG	4 273	2 419	- 406	1 272	10 383	- 12 266
TOTAL	- 152 022	- 16 349	- 336 668	- 1 349 777	- 247 438	175 274

Subventions d'investissement

Tableau des subventions d'investissement

	Solde à l'ouverture de l'exercice	Variations de l'exercice		Solde à la clôture de l'exercice
	Montant global	Augmentation	Diminution	Montant global
<i>TOTAL Montant nominal</i>	235 901		36 000	199 901
<i>TOTAL Quotes-parts virées au résultat</i>	- 192 533	- 8 390	- 36 000	- 164 923

Notes relatives aux postes du bilan

Ventilation des dotations et reprises

	Exercice N	Exercice N-1
Exploitation		
<i>Dotations d'exploitation</i>	186 543	
<i>Reprises d'exploitation</i>		
Total Exploitation	- 186 543	
Financier		
<i>Dotations financières</i>		
<i>Reprises financières</i>		
Total Financier		
Exceptionnel		
<i>Dotations exceptionnelles</i>		
<i>Reprises exceptionnelles</i>		
Total Exceptionnel		
Total des dotations et reprises	- 186 543	

Provisions

Provisions pour risques

	Montant début d'exercice	Dotations	Reprise utilisée	Reprise non utilisée	Montant fin d'exercice
<i>Pour litiges</i>	8 130				8 130
<i>Pour garanties données aux bénéficiaires</i>					
<i>Pour pertes sur marchés à terme</i>					
<i>Pour amendes et pénalités</i>					
<i>Pour pertes de change</i>					
<i>Pour pertes sur contrat</i>					
<i>Autres provisions pour risques</i>					
Total	8 130				8 130

Notes relatives aux postes du bilan

Dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

État des dettes

	Montant Brut	Échéance à 1 an	Échéance à plus d'1 an et 5 ans au plus	Échéance à plus de 5 ans
DETTE FINANCIERES	5 157 514	443 319	1 748 570	2 965 625
<i>Emprunts obligataires convertibles (1) (2)</i>				
<i>Autres emprunts obligataires (1) (2)</i>				
<i>Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1) (2)</i>	5 157 214	443 019	1 748 570	2 965 625
- Dont à 1 an au maximum à l'origine				
- Dont à plus de 1 an à l'origine	5 157 214	443 019	1 748 570	2 965 625
<i>Emprunts et dettes financières divers (1) (2) (3)</i>	300	300		
AUTRES DETTES	2 247 524	2 247 524		
<i>Fournisseurs et comptes rattachés</i>	256 331	256 331		
<i>Dettes sur legs ou donations</i>				
<i>Personnel et comptes rattachés</i>	387 111	387 111		
<i>Sécurité sociale et autres organismes sociaux</i>	283 450	283 450		
État et autres collectivités publiques	83 427	83 427		
<i>Impôt sur les sociétés</i>				
<i>Taxe sur la valeur ajoutée</i>				
<i>Obligations cautionnées</i>				
<i>Autres impôts, taxes et assimilés</i>	83 427	83 427		
<i>Dettes sur immobilisations et comptes rattachés</i>	7 388	7 388		
<i>Confédérations, fédérations, unions et entités affiliés créditeurs (3)</i>				
<i>Autres dettes</i>	1 229 817	1 229 817		
<i>Produits constatés d'avance</i>				
Total	7 405 038	2 690 843	1 748 570	2 965 625

(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice : -

(2) Emprunts remboursés en cours d'exercice : 461 198

(3) Montant des divers emprunts et dettes contractés auprès des associés personne physique : -

Dettes garanties par des sûretés réelles

	Dettes garanties	Montant des sûretés	Valeurs comptables des biens donnés en garantie
<i>Emprunts obligataires</i>			
<i>Emprunts et dettes financières</i>	3 994 981		
<i>Avances et acomptes reçus sur commandes</i>			
<i>Dettes fournisseurs</i>			
<i>Dettes fiscales et sociales</i>			
<i>Dettes sur immobilisations</i>			
<i>Autres dettes</i>			
TOTAL	3 994 981		

Cautions reçues :

- Conseil Départemental du Maine et Loire : 1 277 142 €
- Commune de Vauchrézien : 450 496 €
- Ville de Chemillé : 170 063 €
- Commune de Saumur : 97 804 €
- Commune de Candé : 149 172 €
- Collectivités : 1 518 430 €
- Ville de Cholet : 331 875 €

Notes relatives aux postes du bilan

Charges à payer

	Montant	Exercice N-1	Variation Euros	Variation %
<i>Fournisseurs - Factures non parvenues</i>	77 455	69 393	8 062	12
<i>Charges à payer - Divers</i>	502 817	504 444	- 1 627	
Total	580 272	573 837	6 435	1

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Solde comptable 486	Exploitation	Exceptionnel	Financier
<i>Charges constatées d'avance</i>	3 762	3 762		
Total	3 762	3 762		

Notes relatives au compte de résultat

Activité et ventilation des produits

Activité

	31/12/2024 (12 mois)	Dont relatif aux activités ESMS	31/12/2023 (12 mois)	Dont relatif aux activités ESMS
<i>Vente de biens</i>			2 447	
<i>Vente de services</i>				
<i>Concours publics et subventions</i>	10 017 196	10 010 620	10 077 907	10 045 676
Total	10 017 196	10 010 620	10 080 354	10 045 676

Concours publics et subventions par nature et par catégories d'autorités administratives

Subventions et Concours Publics

	Union Européenne	Etat	Collectivités Territoriales	Caisse d'allocations familiales	Autres	Total
<i>Concours publics</i>			10 010 620			10 010 620
<i>Subvention d'exploitation</i>			3 570	3 006		6 576
<i>Subvention d'investissement</i>		199 901				199 901
Total		199 901	10 014 190	3 006		10 217 097

Charges et produits d'exploitation et financiers

Rémunération des commissaires aux comptes

Commissaire aux comptes Titulaire

Honoraires de certification des comptes : 10 506 €

Honoraires des autres services : 0 €

Transferts de charges

	Exploitation	Financier	Exceptionnel	Total
<i>Transfert de charges</i>	48 812			48 812

Notes relatives au compte de résultat

Charges et Produits exceptionnels

Détail des produits exceptionnels

	Montant brut
<i>Sur opérations de gestion</i>	1 131
<i>Sur opérations en capital</i>	8 390
<i>Reprises sur provisions, dépréciations, et transfert des charges</i>	
Total	9 521

Détail des charges exceptionnelles

	Montant brut
<i>Sur opérations de gestion</i>	- 1 202
<i>Sur opérations en capital</i>	- 11
<i>Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions</i>	
Total	- 1 213

Contributions volontaires en nature

	Exercice N	Exercice N-1
RESSOURCES	1 064	
<i>Dons en nature</i>	1 064	
<i>Prestations en nature</i>		
<i>Bénévolat</i>		
Total	1 064	
EMPLOIS	- 1 064	
<i>Secours en nature</i>	- 1 064	
<i>Mise à disposition gratuite de biens et services</i>		
<i>Prestations</i>		
<i>Personnel bénévole</i>		
Total	- 1 064	

Autres informations

Tableau des effectifs

	Exercice N
EFFECTIF MOYEN DU PERSONNEL	
<i>Cadres</i>	10
<i>Agents de maîtrise et techniciens</i>	105
<i>Ouvriers</i>	12
Total	127

Engagements financiers

Engagements reçus

	Montant
<i>Avals et cautions</i>	3 994 981
<i>Autres engagements reçus</i>	
Total	3 994 981
<i>Dont concernant les dirigeants</i>	
<i>Dont concernant les filiales</i>	
<i>Dont concernant les participations</i>	
<i>Dont concernant les autres entreprises liées</i>	
<i>Dont engagements assortis de sûretés réelles</i>	